





Jeux de pouvoir

Alors qu'une crise diplomatique menace les perspectives de croissance de la Russie, le pays parviendra-t-il à garder le cap de la reprise économique ? À l'occasion d'un récent voyage d'étude, j'ai eu l'opportunité de rencontrer des entreprises et des stratégistes russes, en vue d'évaluer les perspectives et défis auxquels le pays reste confronté.

À la suite de l'écrasante victoire électorale de Vladimir Poutine au mois de mars, confirmant le renouvellement de son mandat, la politique économique visera, conformément à son programme, à doubler le PIB par habitant, soit une progression de 50% d'ici 2025. Poutine cherchera à atteindre cet objectif en stimulant les revenus hors matières premières et en augmentant la productivité et le capital humain en finançant différents domaines tels que l'éducation, la santé et la technologie. En complément, des dépenses budgétaires plus globales viseront à renforcer les infrastructures et l'esprit d'entreprise.

Or, ces projets ambitieux ont été entachés par le récent conflit politique qui a éclaté à la suite du scandale d'empoisonnement au Royaume-Uni et qui a donné lieu à une série d'expulsions de diplomates russes de plus de 20 pays. Le pays a également essuyé de lourdes critiques du fait de son implication continue dans le conflit syrien¹.

Les retombées à long terme des sanctions économiques ainsi que la crise diplomatique actuelle restent incertaines. Cependant, la détérioration des relations avec l'Occident pourrait renforcer la nervosité des investisseurs internationaux à l'égard de la santé de l'économie russe, pesant davantage sur les flux d'investissement direct étranger pourtant nécessaires au pays2.

La Russie va devoir relever plusieurs défis sur le front de son économie interne, et notamment sa dépendance à la production énergétique, la quasi-absence d'esprit d'entreprise ainsi que la dominance de grands conglomérats qui ne contribuent guère à la croissance. Le pays a également tardé à investir dans son système éducatif pour promouvoir l'accès des jeunes à l'emploi, et semble ne pas avoir investi suffisamment dans le secteur de la santé. La population russe se distingue par des carrières professionnelles très courtes, tandis que le niveau de productivité du pays est très faible.

Nombreux sont ceux qui espèrent que Poutine tiendra ses promesses électorales et engagera d'importantes réformes, qui bénéficieront au peuple russe. Toutefois, des doutes persistent quant à sa volonté de s'engager concrètement sur la voie du changement. D'après certains stratégistes avec lesquels j'ai pu échanger, des centaines d'ordonnances présidentielles continuent d'être publiées régulièrement, avec pour conséquence d'alourdir la bureaucratie (et les dépenses correspondantes) tout en limitant les ressources disponibles pour prendre de réelles mesures de fond. Dans les faits, Poutine est au pouvoir depuis 2000 et le système politique russe ressemble parfois davantage à une monarchie qu'à une démocratie.

Cependant, les priorités économiques avancées par le président visent à promouvoir l'esprit d'entreprise au sein de la société, à réduire le poids de l'état dans l'économie, à doubler les dépenses de santé, à améliorer l'accès au crédit immobilier pour la population et à engager de nouveaux investissements dans les infrastructures.

Dans ce contexte, la Coupe du Monde 2018 qui sera organisée par la Russie pourrait constituer une véritable mise à l'épreuve pour le pays. Du point de vue économique, le tournoi a déclenché d'importantes dépenses d'infrastructures, avec la construction de nouveaux stades. Cette échéance laisse entrevoir une forte hausse des recettes touristiques à court.

Alors que les occidentaux ne regardent actuellement pas la Russie d'un très bon œil, la Coupe du Monde pourrait offrir l'opportunité aux touristes étrangers de venir à la rencontre directe des populations locales et de décider par eux-mêmes si la Russie constitue ou non le fover d'intrigues décrit par certains. Sur le plan individuel et social, le tournoi devrait tout du moins permettre de mettre de côté les difficultés politiques pendant un temps, et de réchauffer quelque peu les relations entre le peuple russe et les autres pays participants, notamment le Royaume-Uni.



Naomi Waistell Gérante actions émergentes, Newton*

*Investment Managers are appointed by BNY Mellon Investment Management EMEA Limited (BNYMIM EMEA) or affiliated fund operating companies to undertake portfolio management activities in relation to contracts for products and services entered into by clients with BNYMIM EMEA or the BNY Mellon funds.

1 Discours présidentiel devant l'assemblée russe, 1er mars 2018. 2 CNBC. No longer safe assets: Invest in Russia at your own risk after US sanctions, strategist says. 10 avril 2018.



de baisse de la valeur du rouble à la suite des nouvelles sanctions ₽ prononcées par les États-Unis en avril.4

Avec une superficie de de km², la Russie est le plus grand pays au monde par la taille.

de roubles (11,8 mds USD) : le budget prévisionnel de l'organisation de la Coupe du Monde de 2018.5

D'après les estimations, 5,1 mds de barils de pétrole sont exportés auotidiennement de Russie.



3 FT/Service fédéral des statistiques de Russie, 1er février 2018, 4 Reuters, Russia rouble tumbles over 4 percent, debt. 10 avril 2018. 5 USA Today. Russia's 2018 World Cup costs grow by \$600 million, 24 octobre 2017. CIA World Factbook. Derniers chiffres disponibles (estimation 2016).

INFORMATIONS IMPORTANTES

Réservé exclusivement à l'attention des clients professionnels. Sauf indication contraire, les avis et opinions exprimés dans le présent document sont ceux du gestionnaire et ne doivent en aucun cas être interprétés comme un conseil en investissement. BNY Mellon est la marque commerciale de The Bank of New York Mellon Corporation et de ses filiales. BNY Mellon Investment Management EMEA Limited (BNYMIM EMEA) et toute autre entité de BNY Mellon mentionnée sont détenues par The Bank of New York Mellon Corporation. Ce document est publié en France par BNYMIM EMEA, BNY Mellon Centre, 160 Queen Victoria Street, London EC4V 4LA, Royaume-Uni, Enregistrée en Angleterre sous le n°1118580. Autorisée et réglementée par la Financial Conduct Authority, INV01271. Expire le 19 octobre 2018. T6770, 05/18.